

Réunion du 23 juin 2021, suite de la grève du 10 mai 2021

Suite à la grève du 10 mai dernier, aux interrogations et revendications des agents portées par vos représentants syndicaux à la direction, une réunion a été organisée le 23 juin 2021.

Le délai contraint d'organisation de cette réunion a compliqué la mobilisation des agents, notamment les personnels des sites extérieurs, ce que vos représentants déplorent. Une vingtaine de participants se sont toutefois réunis, à savoir l'équipe de direction, des agents de divers sites du département ainsi que des représentants du personnel. Notez que le directeur envisage l'éventualité d'une réunion dans le même format dans le Nord-Isère à la rentrée.

Concernant tout d'abord l'accueil, nous avons fait remonter les trop nombreuses difficultés rencontrées aussi bien par les contribuables (difficultés pour joindre les services, technicité/connectivité internet, dégradations des relations) que par les agents (matériel défectueux, cohue, bruits, surcharge de travail, incivilités). Les situations conflictuelles qui en découlent sont difficiles et compliquées à gérer. En outre, il subsiste les problèmes de coordination entre chefs de services sur le site de Rhin et Danube. Une harmonisation des pratiques reste nécessaire.

De plus, le directeur a confirmé la mise en place d'un nouveau mode d'accueil généralisé et harmonisé à l'ensemble du département basé sur une réception le matin et de l'APRDV l'après-midi, toujours dans un objectif de diminution drastique de la fréquentation du public.

Une bonne chose selon lui, la mort du Service Public pour nous ! (un audit du flux d'accueil était prévu au printemps 2020 : annulé à cause de la pandémie. On demande à ce qu'il soit relancé).

La solution ultime viendrait notamment des fameux EFS (espace France service), « réelle démarche de qualité » mais, le directeur admet aussi qu'il s'agit d'une démarche d'externalisation de l'accueil. Parallèlement, une convention a d'ailleurs été passée avec la mairie de Grenoble afin de former les futurs agents territoriaux, des services sociaux notamment, à un accueil de premier niveau. En résumé, pour mieux renseigner les contribuables, autant les faire renseigner ailleurs !

Quid de la déontologie, de la technicité et du professionnalisme qui sont nos moteurs à la DDFIP face à la recrudescence de contractuels précarisés, sous formés et non tenus par les serments qui sont les nôtres ?

Les agents ont ensuite fait remonter leurs interrogations face aux suppressions d'emplois à venir et aux problèmes strictement internes à notre direction : les perspectives de carrière, la perte de pouvoir d'achat, la revalorisation du point d'indice, la surcharge de travail continue, les réorganisations multiples, etc. Vos représentants ont fait entendre que les réponses écrites apportées par la direction n'étaient pas en phase avec la réalité des services et qu'elle ne prenait pas en compte la détresse ainsi que le sentiment d'abandon des agents. En fait, il s'agit d'une analyse purement technique loin, bien loin, trop loin, de nos préoccupations quotidiennes.

Bien que conscient des difficultés des agents, le directeur semble désarmé face à cette situation. Il relativise toutefois la généralisation du sentiment de détresse des agents et la cantonne à certains services. Il ajoute qu'il a alerté la DG plusieurs fois sur les baisses des effectifs qui affectent l'ensemble de la fonction publique d'État.

Lors de nos échanges, le directeur nous a d'ailleurs dit à propos des SPF en souffrance, qu'« il y en a assez d'entendre les jérémiades de certains, alors que des efforts ont été faits côté direction »... Selon lui les agents ne sont pas à la hauteur des sacrifices consentis par la direction. Il a ensuite ajouté que « la résistance au changement de certains n'a pas permis d'aller aussi loin qu'on pouvait le faire »...

Ces propos nous ont scandalisés. Nous avons fait savoir au directeur qu'une telle vision n'était pas admissible. Il est trop facile de faire toujours porter le chapeau aux agents. Il faut plutôt remettre en cause les suppressions d'emploi successives, une mauvaise organisation du travail et des mesures de simplification bancales qui vont à l'encontre de la législation.

Face à notre énervement, il a cependant reconnu que les agents ont su s'adapter malgré les difficultés qu'engendre la période et que la continuité des missions a été assurée grâce à l'investissement sans faille des agents du département.

Concernant les réorganisations des services, la direction n'a pas manqué de souligner qu'« on a un objectif, on ne peut pas le tordre, on fait avec, notamment pour les suppressions d'emploi » et que, déjà, Bercy fait état de nouveaux projets (suppression de la mensualisation, etc.).

Toujours faire plus avec moins !

Lors de nos échanges, le directeur nous a tout de même glissé que moins de téléphone dans les services permet de libérer du temps pour effectuer d'autres tâches... Nous avons rétorqué qu'au contraire un contact téléphonique permet souvent de solutionner un problème et évite la multiplicité des canaux de contact : courrier et/ou courriel et/ou e-contact

Dès la rentrée, une équipe de 13 personnes de la direction va visiter l'ensemble des 98 services du département afin d'aller au contact des agents et prendre le pouls des services. Nous invitons donc fortement les agents à faire remonter leur mal-être et leurs conditions de travail déplorables à cette occasion. Ce sera aussi l'opportunité pour les agents d'obtenir des réponses concrètes à leurs interrogations et leurs revendications.

À propos de la formation, les représentants de la direction admettent qu'ils n'étaient pas préparés pour la mise en place des formations en distanciel, conscients du retard, ils ont fait au mieux pour proposer un maximum de formations possibles, même si ce fut tardif. Un retour aux formations en présentiel devrait être rapidement mis en place.

Le directeur a terminé son intervention sur la restructuration des services de la direction. L'idée est de regrouper ces services sur 2 sites (Belgrade et Vallier) au lieu de 3 actuellement puisque le site de Grand-Place sera vendu prochainement. Il faudra donc réorganiser l'implantation des services sur les sites de Vallier (État) et Belgrade (Réseau) : une répartition des effectifs selon l'activité professionnelle. Les agents seront informés à partir de septembre 2021 et la mise en place sans doute au courant du 1er semestre 2022.

Cette audience a été l'occasion d'une reprise du « dialogue social » en présentiel mais, nous restons sur notre faim puisqu'il n'a été répondu que très partiellement aux demandes et revendications des agents.